



Beyrouth, la Corniche.

Hi! Kifak, ça va?

Un retour dans une région arpentée dix fois pour le photographe. Un premier voyage au Liban, avec un projet de court-métrage, pour la journaliste. Celle-ci est invitée à documenter le travail à Tripoli de l'ONG Offrejoie, qui organise des chantiers de reconstruction afin de resserrer les liens intercommunautaires dans des quartiers où les conflits sont récents. Des points d'ancrage précieux pour découvrir un pays où chaque jour vient avec son lot de surprises et d'étonnements.

VÉRONIQUE RIBORDY

Si vous avez compris quelque chose au Liban, c'est qu'on vous l'a mal expliqué.

Henry Laurens, professeur au Collège de France

Antélias. « Encore aujourd'hui, je ressens la guerre dans mon corps. » Charlotte parle volontiers de sa vie d'avant, et même des années d'exil en France. De la guerre, elle dit peu. Le souffle des obus sur sa tête alors qu'elle allaitait sa première née à l'hôpital. Les milices chrétiennes antagonistes qui se battaient jusque dans sa cave.

Charlotte a retrouvé sa maison aux pierres dorées, sur la colline d'Antélias, la ville « face au soleil » au nord de Beyrouth. Impression bizarre d'entrer dans une maison vénitienne, version campagne orientale. Les Vénitiens n'ont été ni les premiers, ni les derniers à tomber sous le charme des pentes autrefois couvertes d'orangers et de bananiers, aujourd'hui prises d'assaut par la spéculation immobilière.

Amnésie. « Le Liban a institutionnalisé l'oubli » estime Michel Abou Khalil, ancien attaché culturel de l'ambassade de Suisse au Liban. La loi d'amnistie édictée en 1991 au sortir de la guerre devient dans sa bouche la « loi d'amnésie ». Le conflit aurait fait

150 000 morts et 17 000 disparus. Ce dernier chiffre, annoncé par la police au sortir de la guerre, est remis en cause. En 2015, le CICR l'a revu à la baisse, entre 3000 et 5000, ce qui reste considérable pour un pays qui comptait alors 3 millions d'habitants. Les familles ont peu de poids face à ceux qui ne veulent pas « rouvrir des tombes ». Les seigneurs de guerre et leurs dynasties sont toujours députés ou ministres.

Klaxons. Les rues sont engorgées, à Beyrouth on roule au pas. La ville entière est une immense clameur, et un interminable bouchon.

Dollars. Orient 499, merveilleux magasin d'artisanat libanais de luxe, vend des manteaux brodés qui atteignent un prix exorbitant. Les prix et les salaires forment un mystère épais. Le café, cette drogue légale et incontournable, pris au bord d'une route coûte 500 livres, soit environ 35 centimes, gobelet en carton compris. Le salaire mensuel moyen tourne autour de 500 à 600

francs. Mais un appartement dans le centre de Beyrouth peut allégrement rivaliser avec un loyer genevois.

Mon palais. Jean Fahed s'est levé à deux heures ce matin pour établir la liste des travaux à terminer au Palais de justice de Beyrouth avant le centenaire de la Cour de cassation en juin. Suivi comme son ombre par deux militaires, le président du Conseil supérieur de la magistrature, Premier président de la Cour de cassation, marchant pied à pied avec les maîtres d'œuvre et compte sur des avocats, des juristes et des étudiants bénévoles pour rouvrir les archives de la Cour. Celles-ci, frappées par une bombe et un incendie en 1985, ont vu leur accès bloqué accidentellement lors des travaux. Elles ont été abandonnées à la poussière, aux insectes et aux rats, y compris des dossiers en cours à l'époque. La justice, comme l'éducation, est étranglée par le manque d'argent. Chaque année, 370 juges sous-payés siègent pour boucler 200 000 dossiers.



Tripoli, intérieur d'appartement.

M^e Georges E. Salwan ne décolère pas : « La mafioratie qui gouverne ce pays refuse une justice forte et pour cette raison ne lui accorde jamais de soutien, ni politique, ni moral, ni financier ». Cet avocat au barreau de Beyrouth donne de son temps comme bénévole aux archives du Palais. Son fils rêvait de magistrature, et aurait pu vivre à l'aise avec l'aide de sa famille. Voulant éviter de passer pour corrompu au Liban, il a quitté son pays pour une importante étude d'avocats parisienne.

Crise. Ce pays semble sans mémoire ni futur. Écartelé entre un passé que personne ne veut évoquer, surtout pas les livres scolaires qui s'arrêtent à l'indépendance du Liban en 1943, et un avenir que tout le monde semble vouloir fuir. Les Beyrouthins rêvent d'un prochain déménagement en Australie, au Canada, en Afrique ou en Europe. N'importe où, n'importe quoi, mais quitter ce pays toujours au bord de l'implosion, où les menaces de guerre entre Israël et le Hezbollah plombent ce mois de mai. Ils étaient décorateurs, informaticiens, électriciens, vendeurs de téléphones, commerçants dans le textile. Ils sont désormais chauffeurs Uber et ne songent qu'à s'expatrier, augmentant encore la diaspora. Quatorze millions de Libanais et descendants de Libanais sont éparpillés dans le monde.

Vague verte. Les beaux quartiers se donnent rendez-vous pour déjeuner chez Tawlet, le restaurant de Kamal Mouzawak. Le cuisinier s'est révélé être un homme d'affaires avisé et philanthrope. Dans ses restaurants, les cuisinières changent chaque jour. Elles sont de milieux modestes, de différentes confessions et origines. Grâce à

Tawlet, certaines ont lancé leur petite entreprise de traiteur.

Kamal Mouzawak avait d'abord imaginé un marché hebdomadaire de petits producteurs au très chic Souk el Tayeb. Le cuisinier y prêchait déjà le bien manger, la conservation des traditions locales, le rapprochement des communautés. Désormais il multiplie les chambres d'hôtes dans diverses régions du Liban. Il n'est pas le seul à surfer sur une vague verte et sociale prisée par la bourgeoisie libanaise. Active depuis 1979, l'entreprise L'Artisan du Liban affirme soutenir un millier d'artisans. GGRIL – Green Glass Recycling Initiative – promeut le recyclage du verre et sa transformation en des objets design et abordables. Depuis 2000, Lakkis Farm propose des produits de la ferme, notamment dans ses restaurants de la Bekaa. Depuis 2001, L'Hôte libanais convertit en hôteliers les propriétaires de maisons exceptionnelles avec une préoccupation de tourisme responsable « respectueux des femmes, des hommes et de l'environnement ».

Adopte ton cèdre. La réserve naturelle du Chouf, reconnue par l'Unesco, s'étend sur 550 km², soit 5% du territoire du pays. Elle lutte contre l'extinction du cèdre libanais. Ce conifère a fait la fortune du Liban, et peut-être bien en partie sa ruine. Toutes les civilisations méditerranéennes ont contribué au déboisement des pentes du Mont-Liban. Désormais, dans la réserve naturelle du Chouf, chacun peut adopter un jeune cèdre, qui portera le nom du donateur.

Contemporain. Beyrouth essaie de reprendre sa place sur la carte de la culture globale. La galerie Sfeir-Semler, déjà établie à Hambourg, a ouvert un espace à

Beyrouth en 2005; la galerie Tanit de Munich est à Beyrouth depuis 2007. Tanit s'est installée dans une tour luxueuse à Mar Mikhael, en bordure du centre-ville. Sfeir-Semler a préféré Karantina, l'ancienne Quarantaine où étaient parqués les nouveaux arrivants, puis en 1951 les réfugiés palestiniens. Les deux galeries soutiennent les artistes libanais et du Moyen-Orient. Chez Tanit, en ce mois d'avril, la Libanaise Nada Sehnaoui met en scène un Liban morcelé dans une grande carte-puzzle. Chez Sfeir-Semler, le Berlinoise d'origine iranienne Timo Nasseri expose un alphabet dérivé des motifs de camouflage des bateaux de guerre.

Quant au musée Sursock, il a rouvert en 2015 après une luxueuse transformation

de ses sous-sols par les architectes Jean-Michel Wilmotte et Jacques Abou Khaled. On peut y voir les installations vidéo de Baris Dogrusöz qui œuvre à partir de l'ancienne cité d'Europos Doura, en Syrie, redécouverte en 1920 et victime de destructions et de pillages ces dernières années. L'artiste tisse des liens, à partir des notions d'excavations et d'agréations, de tunnels et de barricades, entre histoire, fouilles archéologiques et actualités conflictuelles du Moyen-Orient.

À Beyrouth, pas une exposition qui ne parle de guerre et de la situation au Moyen-Orient.



Tripoli, scène de rue.



Tripoli, quartier de Jabal Mohsen.

Reine. Elle étudie les mathématiques à Paris, mais c'est au Liban que Reine veut vivre. Elle y passe ses vacances universitaires dans la salopette d'une ONG locale. Ce soir, après sa journée de bénévole, la belle brune se rendra à une manifestation organisée par Amnesty International avec le même entrain que d'autres mettent à aller danser et boire à Mar Mikhael : « Nous voulons changer la *kafala* qui laisse les patrons confisquer les passeports des employées de maison, les priver de salaire et de congés. Le nouveau gouvernement avait promis d'abolir cette forme d'esclavage ». Elle se réjouit tout autant de manifester avec les partis émergents d'une gauche aconfessionnelle pour que les Libanaises puissent enfin transmettre leur citoyenneté à travers le mariage.

« Déplacés ». La date du 13 avril 1975 est retenue pour marquer le début de la guerre civile au Liban. En ce 13 avril 2019, les dix-huit communautés religieuses se réunissent sur le parvis du Musée national à Beyrouth, à l'emplacement de l'ancienne ligne de front, pour une prière commune.

L'arrivée d'un million et demi de réfugiés syriens, majoritairement sunnites, dans un pays de 4 millions d'habitants dont la superficie est le quart de celle de la Suisse, a encore une fois bouleversé le très fragile équilibre socio-confessionnel. Devant ce nouvel afflux de « déplacés », le Liban, traumatisé par l'expérience palestinienne, n'a pas ouvert de camps, ni accordé de statuts de réfugiés. Les plus pauvres n'ont pas accès au logement, pas même dans ces appartements où les familles s'entassent les unes sur les autres. Ils occupent les « campements informels » qu'on repère partout dans la plaine de la Bekaa. Près de 50 000 familles y louent des

parcelles parfois à prix d'or aux propriétaires terriens, à proximité des champs. Bien avant la crise économique qui a frappé le Liban dès le début de la guerre en Syrie, la loi libanaise confinait déjà les travailleurs syriens dans l'agriculture, la construction, le nettoyage et la collecte de déchets pour préserver les emplois des citoyens libanais dans tous les autres secteurs. Depuis les premières arrivées en 2011, les Libanais vivent une cohabitation forcée avec les « déplacés ». La lassitude et le rejet ont peu à peu remplacé la bienveillance des débuts. La situation est rendue encore plus difficile par le souvenir de l'occupation syrienne, qui n'a cessé qu'en avril 2005.

École. Les enfants de l'école de Kfifane, à quelque 60 kilomètres au nord de Beyrouth, sont Syriens. Ils ont entre 4 et 13 ans, n'ont pas trouvé de place dans les écoles publiques libanaises saturées et ont intégré une école ouverte par Offrejoie, une ONG libanaise aconfessionnelle et apolitique. Les deux cents enfants, majoritairement des garçons, répartis en sept classes, suivent le programme de l'école publique. Ils ânonnent gaiement les comptines françaises. « Savez-vous planter les choux » a la faveur des plus petits, ainsi qu'un incompréhensible « Monsieur Printemps » aux mystérieuses activités. Nés en Syrie pendant la guerre, ballottés dans des familles fracassées et parfois méfiantes envers le système scolaire libanais, certains de ces enfants n'avaient jamais été scolarisés. Ce sont les enfants de ceux qui ne sont pas assez riches pour fuir plus loin, ou mieux.

Organisations non gouvernementales. Marc mène une carrière de banquier, mais l'essentiel de sa vie se passe ailleurs. Béné-

vole pour l'ONG Offrejoie, il a travaillé au chantier de l'école de Kfifane, apporté de la nourriture dans les territoires du sud pendant la guerre entre le Hezbollah et Israël en 2006, puis il a été l'un des moteurs de la reconstruction de 21 écoles publiques sur tout le territoire, et de huit prisons sur les dix-neuf que compte le Liban, rénovées et mises aux normes internationales, mais leur maintenance n'a pas été assurée et, très vite, tout est retombé dans l'état de délabrement et de saleté initial. Il a participé à toutes les étapes de la rénovation par des bénévoles venus de tout le Liban de 55 appartements de la rue Mounzer à Beyrouth, détruits par l'attentat d'octobre 2012 contre le chef des services secrets Wissam al-Hassan.

Au Liban, les ONG fleurissent et prospèrent, à la mesure de la faiblesse du gouvernement. Les communautés religieuses sont à la base du réseau caritatif et le business du social fait rarement exception à la règle libanaise.

Pâques. Premier réveil sans coups de klaxons furieux de travailleurs embouteillés à bout de nerfs. Les catholiques sont réunis chez eux, dimanche prochain ce sera le tour des orthodoxes. Les familles musulmanes et druzes se promènent sur la Corniche. En fin d'après-midi, tout le monde communie à la pâtisserie, devant les gâteaux fourrés à la noix, à la pistache et aux dattes.



Antélias, chantier en bord de route.



Beyrouth, réfugiées syriennes.

Tripoli. L'antique Tripoli fondée par les Phéniciens n'a plus la faveur des touristes. Entre 2008 et 2014, un conflit armé a dévasté les quartiers les plus pauvres de la ville. Les militants sunnites pro-palestiniens de Bab el Tebbaneh et les militants alaouites pro-syriens de Jabal Mohsen, quartiers déjà marginalisés et accusant des taux de chômage de plus de 80%, se sont entretenus en toute impunité, instrumentalisés et payés par des hommes d'affaires et personnalités politiques locales. Depuis 2014, l'armée libanaise assume une présence continue. Plusieurs ONG tentent de soutenir la population abandonnée à elle-même. Elles aident à reconstruire immeubles et commerces, organisent tournois de football, stages de théâtre, colonies

de vacances, et même désormais des formations pour les jeunes dont la principale occupation consiste au désossage bruyant d'antédiluviennes voitures. Pendant que les petits garçons se disputent la rue avec agressivité, les petites filles font du vélo sur les toits, ou restent dans l'ombre des minuscules appartements. Antoine, avec la candeur de ses 20 ans, passe de groupe en groupe pour enquêter. Bénévole pendant six mois dans une ONG libanaise, il a pour mission d'organiser un espace convivial dans une impasse. Les habitants réclament des arbres et des bancs. Une très jeune femme vêtue de rouge des pieds aux sourcils traîne timidement deux gamines. Elle a 15 ans, et deux enfants.

Analphabétisme. Jeanine Jalkh travaille depuis vingt ans à *L'Orient-Le Jour*, seul quotidien de langue française, dont le tirage aurait chuté à 5000 exemplaires (mais là encore comme dans beaucoup de domaines, la loi du silence libanaise tait pudiquement les chiffres). La journaliste connaît bien la situation des quartiers pauvres de Tripoli. Des mots reviennent souvent : absence de travail de mémoire, schizophrénie, allégeances, clientélisme, corruption, pauvreté. Dans ces quartiers oubliés par l'État, la Syrie et le Hezbollah se disputent une population misérable, au taux d'analphabétisme considérable, une bizarrerie au Liban réputé pour sa forte production d'intellectuels dont certains disent qu'ils sont la principale

industrie du pays. Jeanine est journaliste par vocation : « J'ai étudié les sciences politiques et le journalisme parce que j'ai été marquée par la guerre. J'avais espéré faire la différence. Je voulais porter haut le message de la paix. J'ai dû parler d'une guerre inutile qui a causé tant de morts et de destructions avant qu'autour d'une table en Arabie saoudite on finisse par signer la paix. Sans rien régler ».

Déchets. La question des déchets entraîne de multiples et languissants débats de la part des politiques, pendant que les décharges changent la morphologie des côtes. À Tripoli, les déchets forment sur le front de mer une colline qui ne figure sur aucune carte. On



Beyrouth, employée de maison.



Beyrouth, l'église maronite Saint-Georges et la mosquée Mohammad Amine.



Tripoli, rue de Syrie.

l'aperçoit du haut du château Saint-Gilles. Aucun des visiteurs du fort des Croisés n'a probablement mis les pieds dans les quartiers de Bab el Tebbaneh et de Jabal Mohsen. En retour, la citadelle est tout aussi royalement ignorée par les habitants des abords de la rue de Syrie, qui ne quittent que rarement les invisibles frontières de leur quartier. Depuis la citadelle, Tripoli redevient un instant cette ville magnifique et prospère où transitaient les granits d'Égypte en route pour Baalbek, les marchandises précieuses venues d'Irak et de Syrie et d'où partait le bois de cèdre.

Danse. Dans un café d'El-Mina, le port de Tripoli, Souad fête son sixième anniversaire.

Il est vêtu d'or, petit prince insouciant, et joue entre les tables. La salle est remplie des tantes, cousines, amies aux vêtements éclatants qui dansent au son d'une musique tonitruante. Partout, tout le temps, le Liban danse et chante. Même les bus de ramassage scolaire semblent abriter des discothèques perpétuelles.

Guerre et kitsch. La Fondation Dar el Nimer milite depuis 2016 pour une image cultivée et policée de la Palestine et des Palestiniens, image mise à mal par près de 70 ans de camps, de misère, de troubles et de combats politiques. Installée à deux pas de la Corniche, la fondation occupe une villa des années 1930 de l'architecte français

Lucien Cavro, évident admirateur de Le Corbusier. Le banquier Rami el Nimer collectionne tout ce qui touche à la Palestine, de la broderie aux icônes en nacre de Bethléem. Sa fondation hésite entre le divertissant et l'engagé. On peut y voir en ce moment l'in vraisemblable collection d'affiches de cinéma d'Abboudi Abou Jaoudé, délicieusement kitsch, un inventaire de l'érotisme oriental selon Hollywood et des nanars oubliés dont le fleuron pourrait être cette affiche de *Toto d'Arabie*, film italo-espagnol de 1965. À l'étage, changement d'atmosphère. La fondation présente des photos d'archives, hommage aux photo-journalistes libanais qui ont couvert la guerre entre 1975 et 1990, souvent au prix

de leur vie. Des gamins drogués et hilares jouent avec leurs armes, des jeunes mariés posent au milieu des fûts et des sacs de sable d'une imposante barricade.

Partir et revenir, repartir. Ali partage sa retraite entre Baalbek et le Brésil : « L'émigration a toujours été la colonne vertébrale de ce pays. Les expatriés font vivre leurs familles au Liban. Je ne voulais pas que mes enfants grandissent ici, ils ont pu étudier et ont une bonne situation au Brésil. Là-bas, on respecte le citoyen ». Ali gagne un montant confortable en guidant les touristes dans les temples de Baalbek six mois par an. Il regarde son pays avec le fatalisme de celui qui en a étudié l'histoire.



Tripoli, quartier de Jabal Mohsen.





Tripoli, intérieur d'un atelier de menuiserie.

Ahmed, chiite, a quitté le pays à 20 ans en délicatesse avec l'occupant syrien, abandonnant ses études de droit. Intégré dans la communauté libanaise majoritairement chiite en République du Congo, il a réuni assez d'argent pour acheter des maisons au pays pour lui et ses parents, se marier et revenir: « Ici au Sud, il n'y a pas de travail, pas d'industrie, pas d'assurance maladie. Tu as l'alternative de crever de faim, de partir ou de prêter allégeance au Hezbollah qui t'envoie te battre en Syrie pour 500 dollars par mois ». Ahmed refuse de voter: « Chacun doit voter dans sa région, et ici, il n'y a que le Hezbollah. Qu'est-ce que je peux faire ? Repartir, j'y pense tous les jours ».

Première fois. Encore une fois, nous n'avons pas pu payer notre café. Partout, des quartiers misérables de Tripoli aux lieux de villégiature au-dessus de Beyrouth et de Baalbek à Batroun, il s'est trouvé quelqu'un pour nous offrir un verre d'eau, un café, un fruit, voire un pain ou des falafels. Avec les salutations d'usage « Hi ! Kifak, ça va ? » et le sempiternel « C'est votre première fois au Liban ? » Oui, notre première fois. Certainement pas la dernière.

PHOTOGRAPHIES GILBERT VOGT



Tripoli, fête d'anniversaire.

Ces impressions libanaises proviennent d'un séjour réalisé à l'occasion d'un mandat des Rencontres Orient Occident de Sierre pour la préparation d'un film sur l'ONG Offrejoie. Un merci spécial à René-Pierre Antille, Charlotte Farhat et Patrick D'Aoust. Merci aussi à Michel Abou Khalil, Joseph Abou Nohra, Père Maroun Atallah, François Barras, Alain Brenas, Marie-Louise Elia, Zaza Jabre, Jeanine Jalkh, Patricia Hasbani, Najib et Melhem Khalaf, Patricia Khoder, Mohamed Sabbah. **V. R.**